

J'ai déjà fait allusion à un article de Lawrence B. Smith, professeur d'économie à l'Université de Toronto. Dans l'article intitulé «Politique canadienne des revenus: Une évaluation économique», publié dans le *Canadian Tax Journal* de janvier-février 1976, il étudie le programme en détail. A la page 72, il demande:

La politique des revenus atteindra-t-elle son but?

Il poursuit ainsi:

Je le répète, le succès de la politique des revenus dépend surtout de la mise en œuvre de politiques monétaires et fiscales visant à réduire la demande. Si le gouvernement désire sérieusement combattre l'inflation il doit réduire l'augmentation de la masse monétaire, il devrait aussi réduire nettement ses dépenses. Par conséquent, les politiques des revenus devraient être accompagnées de mesures énergiques sur le plan monétaire et fiscal.

Le professeur Smith ajoute:

Toutefois, nous ne savons pas vraiment si les choses se passeront ainsi. D'abord, dans sa déclaration de politique «Offensive contre l'inflation», le gouvernement reprend les termes de son budget du 23 juin 1973 à savoir que «dans sa forme actuelle de hausse des coûts, l'inflation menace» de causer de sérieux problèmes. Mais notre inflation n'est pas une inflation par les coûts, mais plutôt une inflation par la demande dans sa seconde phase créée par des politiques trop peu sévères dans les domaines monétaire et fiscal. Si le gouvernement persiste à mal diagnostiquer le problème, il est fort peu probable qu'il présente les politiques nécessaires pour freiner la demande. Deuxièmement, le gouvernement dans son Livre blanc qu'il lance un programme comportant «des politiques financière et monétaire destinées à accroître la demande globale ainsi que la production à un rythme qui soit compatible avec le ralentissement de l'inflation». Pourtant, au cours du trimestre qui s'est terminé le 30 novembre 1975, la masse monétaire définie au sens large a augmenté de 21.9 p. 100 par rapport à 8.8 p. 100 au cours du deuxième trimestre et à peu près le double du taux compatible avec son propre objectif pour 1976.

J'ai déjà mentionné que lors de la séance de notre comité permanent tenue ce matin, M. Hood, sous-ministre des Finances, a déclaré que, de décembre 1974 à décembre dernier, la masse monétaire s'est accrue de 23 p. 100.

Le professeur Smith poursuit ainsi:

Si tel est le résultat des mesures que le gouvernement décide de prendre, les perspectives sont très sombres. Troisièmement, le gouvernement déclare dans son livre blanc que les politiques de dépenses publiques sont «destinées à limiter la croissance de ces dépenses de même que le rythme d'accroissement de l'emploi au sein de la Fonction publique. Le document ajoute ensuite qu'une très grande partie des dépenses du gouvernement fédéral est engagée aux termes de programmes prévus dans les lois, ou d'autres ententes ayant peu de flexibilité». Il semble donc que le gouvernement se gargarise de paroles en l'air et se préoccupe davantage de justifier son inaction que de prendre des mesures en matière de dépenses. Quatrièmement, le gouvernement parle dans sa déclaration de principe de politiques structurelles pour lutter contre l'inflation. Mais les problèmes structurels, bien qu'importants en raison de leur répercussion sur les prix relatifs, n'ont pas de répercussion importante sur le taux de l'inflation et le fait de s'en préoccuper revient à se détourner du problème principal. Cinquièmement, il y a un risque très fort que le gouvernement s'illusionne et croie avoir pris des mesures capables d'enrayer l'inflation en présentant une politique des revenus, et qu'il estime par conséquent moins urgent de mettre en œuvre les restrictions qui s'imposent au plan fiscal et monétaire. Pour toutes ces raisons, il y a un grand danger que la politique de revenus soit un échec et aggrave nos difficultés économiques.

● (2010)

Je cite cet article du professeur Smith, monsieur l'Orateur, parce que nous, hommes politiques, quand nous nous reportons aux propos d'économistes, sommes parfois taxés de partialité. Pour ma part, je suis membre de l'opposition. Mais croyez-moi, la plupart des économistes s'entendent du moins pour dire que sans une plus grande restriction monétaire et fiscale, aucun programme de réglementation des prix et des salaires n'a de chance de fonctionner. Nous devons être sincères avec nous-mêmes et avec le public canadien et cesser de prétendre le contraire.

Loi anti-inflation

Devant le bill C-89, je me demande si le gouvernement ne persiste pas dans quelque tentative de camouflage. Essaie-t-il constamment de créer l'impression qu'il fait quelque chose pour maîtriser l'inflation, alors qu'indirectement, par ses propres dépenses et le gonflement excessif de la masse monétaire, il accentue l'inflation bien au-delà des prévisions?

Avant la fin de la séance de cet après-midi, je parlais du pouvoir immense du gouvernement en matière d'imposition et de dépenses. De l'avis de la plupart des employés de l'État, il est évident que celui-ci est la plus puissante entreprise qui existe. Il conçoit les règlements, il frappe la monnaie. Ce à quoi je veux en venir, comme si les députés ne s'en douteraient pas, c'est qu'en acceptant les lignes directrices, il faut nous demander quelle est réellement la position du gouvernement vis-à-vis de l'inflation. Nous savons tous ce qu'a dit John Turner en juin dernier. Il a dit qu'il n'avait pas besoin de réglementation et qu'il estimait que le pays n'en avait pas besoin lui non plus. Cette semaine, il a dit que la réglementation devrait cesser d'être appliquée dès qu'elle aura atteint son objectif limité. M. Turner était certainement en désaccord avec le roi-philosophe, qui avait un autre plan en tête.

Quelle est la position du ministre des Finances (M. Macdonald), qui a accepté ce portefeuille à contre-cœur au moment même où il songeait à quitter la politique? Avant qu'il annonce les mesures de réglementation, il les décrivait comme étant «épouvantables»; et croyez-moi, monsieur l'Orateur, il avait raison. En janvier, le ministre a déclaré que peut-être faudra-t-il mettre un terme à ces mesures d'ici deux ou trois ans. Pense-t-il encore la même chose? Lorsque cette question sera débattue au comité, peut-être saurons-nous plus précisément à quel moment le ministre prévoit mettre un terme à cette réglementation.

Mais il y a plus important encore que de savoir ce qu'en pense le ministre des Finances: Quand le roi-philosophe nous dira-t-il pour quand il prévoit la fin des contrôles? Nous savons tous ce qu'a dit le roi-philosophe les 28 décembre et 19 janvier. Si nous savions vraiment ce qu'il voulait dire, nous saurions tous où l'on est en train de mener le pays. Par ailleurs, tout le succès et la crédibilité des contrôles dépendent de ce que la population canadienne en pense. Comment le Canadien moyen, qui ne lira jamais le règlement de la Commission de lutte contre l'inflation, conçoit-il le programme? La population canadienne a-t-elle confiance dans la façon dont le gouvernement lutte contre l'inflation?

En un mot, monsieur l'Orateur, je dirais que non, mais que par contre elle pourrait avoir confiance. Ma réponse est fondée sur mes entretiens avec des Canadiens d'un océan à l'autre. Quand vous étiez adolescent, monsieur l'Orateur, votre père vous a peut-être dit de ne pas fumer, que c'était mauvais pour la santé, et cela, tout en tirant des bouffées de sa pipe. Ou encore, votre patron vous aura peut-être dit de travailler fort pour avancer dans le monde au moment même où il quittait le travail avant l'heure pour aller jouer au golf. Nous avons vite appris à voir l'hypocrisie de «Faites ce que je vous dis, non pas ce que je fais». Nous avons sûrement tous rencontré cette contradiction qui rend très pénible le fait de grandir. Cette attitude nous incite à nous poser des questions simples sur les valeurs morales. C'est par l'émulation et non pas par le paternalisme que l'on adopte un certain comportement.

C'est ainsi que je juge les moyens employés par le gouvernement actuel pour lutter contre l'inflation. Le gouvernement dit aux grandes et aux petites entreprises, aux grands syndicats et aux petits employés de bureau, aux